

05.03.2021

Lettre ouverte : Les organisations internationales de protection de l'environnement, d'agriculteurs et d'aide au développement exhortent les institutions européennes :



Mettez à profit la réforme actuelle de la PAC pour rendre l'agriculture équitable et porteuse d'avenir

(Bruxelles, le 05/03/2021) De nombreuses organisations européennes d'agriculteurs, de protection de l'environnement et d'aide au développement exhortent la présidence portugaise, les États membres de l'UE et la Commission européenne à agir sans tarder en faveur du climat, de l'environnement, des pays en voie de développement et des agriculteurs européens. Étant donné que la réforme en cours de l'Organisation commune des marchés (OCM) de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE représente une opportunité importante d'apporter des améliorations cruciales, ces organisations réclament l'inclusion dans l'OCM d'articles contenus dans la [position du Parlement européen](#). Ainsi que l'expliquent ces organisations dans leur lettre ouverte, ces articles essentiels formulés par le Parlement auraient pour effet « d'aider à accroître la résilience de l'agriculture de l'UE face aux crises, à promouvoir la durabilité générale et à permettre une transition vers davantage de souveraineté alimentaire. »

En référence aux négociations en trilogue qui ont lieu actuellement et pour rappeler au Conseil l'importance de son rôle de co-législateur, les organisations soulignent que « à l'heure où de nombreux agriculteurs et citoyens descendent dans la rue, où de nombreux articles de la réforme de l'OCM recueillent une nette majorité en plénière du PE et compte tenu des ambitions du Pacte vert européen et de ses stratégies, la volonté et le besoin de réforme sont évidents. » Il est grand temps que l'agriculture européenne réduise sa surproduction nocive, de garantir que les importations soient conformes aux normes européennes et de mettre en place et d'améliorer les outils de suivi et de gestion. De plus, il convient d'éviter, et plus simplement de gérer, les perturbations du marché et d'améliorer la transparence sur les marchés agricoles.

D'après les signataires, les articles proposés pour l'OCM – comme les articles 219a et b, 218b et 222a – « contribuent à la lutte contre la crise climatique, à une meilleure cohérence avec la politique d'aide au développement et à atteindre les objectifs fixés dans le Pacte vert, mais ils aident aussi à rendre l'agriculture européenne plus équitable et porteuse d'avenir. » Ils considèrent que cette contribution est indispensable car « les crises climatiques et de la biodiversité ne font qu'empirer et les pays tiers souffrent des effets négatifs du modèle agricole dominant de l'UE. Par ailleurs, de nombreuses études soulignent le fait que de nombreux agriculteurs n'ont pas bénéficié depuis des années de prix leur permettant de couvrir leurs coûts.

Ces organisations en concluent donc : « à la lumière des multiples défis auxquels nous devons faire face, un cadre légal adapté pour l'OCM est le seul moyen d'éviter les crises récurrentes et de stabiliser le secteur agricole européen dans le long terme. (...) Il est temps d'agir et de fournir des résultats. »

Vous pouvez trouver l'intégralité de la lettre ici : [Il est temps de fournir un cadre à un secteur agricole équilibré : agissez pour une OCM qui respecte le climat, la biodiversité et les agriculteurs dans et hors de l'UE !](#)

Les organisations signataires sont les organisations faîtières européennes d'agriculteurs European Milk Board et European Coordination Via Campesina, les organisations environnementales et d'agriculture biologique Friends of the Earth Europe et IFOAM ainsi que les organisations d'aide au développement Oxfam Solidariteit, SOS Faim et Vétérinaires sans frontières.

Contacts :

Silvia Däberitz – directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +32 (0)2 808 1936

Simon Bauer – conseiller en politique agricole et contact presse de l'EMB (FR, EN, DE) : +32 (0)2 808 1934

<<< back